

Compte Rendu du CHSCT du 02 octobre 2018



Si vous avez des propositions d'amélioration des conditions de travail à formuler, des problèmes à faire remonter ou des besoins particuliers, n'hésitez pas à nous contacter et/ou à utiliser le registre Santé et Sécurité afin de les intégrer dans nos prochains débats et au budget si possible.

MERCI d'avance de votre collaboration.

Valérie CHANUDET

Myriam LABIAULE

Marc MONTEGUT

Agnès RABANY

Lecture des déclarations liminaires, réponses du Président du CHSCT et évocations diverses

La gravité de la situation de la DGFIP, notamment au regard des suppressions massives de postes annoncées ainsi que la dégradation des conditions de travail et le profond malaise des personnels, tous grades confondus, ont été abordés comme dans tous les CHSCT.

Le discours sur l'air de « *Tout va très bien Madame la marquise* » a été repris aussi puisque :

- nous perdons des postes mais il y a des créations dans d'autres administrations, que Cap 22 ne sera pas appliqué et d'ailleurs a été publié de manière confidentielle et qu'un ministre a donné des assurances qu'il n'y aurait pas de démantèlement de la DGFIP.

- le P.A.S a donné lieu à de nombreuses communications sur tout le département, il y en aura d'autres -auxquelles on pensera à associer les trésoriers- et même des opérations en Direction, le calendrier en sera -en principe- publié sur le site de la DDFIP, les cas exceptionnels seront traités de manière exceptionnelle dans tous les cas, les secrétaires des MSAP seront formés. Plus tard, lors de la réunion, il a été précisé que les secrétaires de la DDFIP avaient été formées à l'accès au compte fiscal des particuliers pour la délivrance d'avis.

L'absence de médecin de prévention a de nouveau été évoquée. Il reste 7 départements dans ce cas. Le médecin référent de Clermont-Ferrand effectue des permanences et tout agent peut solliciter un rendez-vous selon ses besoins. Et selon l'ARS il faut être contents : la situation de l'Allier n'est pas la pire car il reste des urgences et des centres hospitaliers. Lors de sa prise de poste Mme BOUVIER a relancé la centrale sur le sujet : pas de réponse. La centrale a par ailleurs acté la fermeture de centres médicaux du réseau des MEF sans autre souci de nos besoins.

Une situation d'une gravité extrême sur le SIP de Montluçon a été évoquée une nouvelle fois par une OS qui dénonce des risques d'atteinte à leur vie de certaines collègues, une tutelle de la direction ou un changement de management et de collègue est sollicitée. Il a été proposé l'intervention de la cellule de médiation sociale du ministère. L'assistante sociale se propose de suivre le dossier.

Sur le site de Montluçon, il est envisagé l'accueil d'agents d'autres administrations en raison de la disponibilité de locaux et de la présence d'un parking. La Préfète a acté ce point récemment.

La situation du site de Bourbon a de nouveau été évoquée. L'assistante sociale suit le dossier. Le poste a beaucoup de travail, les agents sont solidaires et il est souhaitable que tous mettent la main à la pâte.

Incident du SIP Vichy le 31/08/2018

A la suite d'un incident violent, une réunion a été programmée pour les agents touchés dès le 03 septembre par différents intervenants de la DDFIP03. L'assistante sociale est revenue sur site 15 jours après et a proposé de continuer le travail de débriefing et de constituer « l'arbre des causes » pour proposer des solutions et actions. La présence d'un des membres du CHSCT est possible lors de ce travail spécifique.

Le médecin coordonnateur de Clermont-Ferrand est à la disposition de tous les agents qui le souhaitent. Sur un incident de ce type, le droit de retrait aurait pu être exercé.

De manière globale, pour le suivi des fiches de signalement, vos représentants ont demandé que les courriers de la Direction faisant suite aux incidents soient adressés « en couleur » et directement signés du DDFIP et non plus par clic'esi dans l'espoir -minime- qu'ils aient plus d'impact.

Une attention particulière sera apportée à une fiche de signalement pour laquelle aucune réponse n'a été apportée à ce jour sur le SIP de Vichy en janvier 2018.

Point sur la visite de l'ISST, M THIEBAUT sur le site du CFP d'Yzeure.

Plusieurs points restent à solutionner, des réponses ont été apportées à ses remarques.

Nous appelons votre attention sur le fait que dans tous les sites :

- l'usage de prises multiples est interdit et qu'il faut utiliser les prises murales, au besoin solliciter la création de nouvelles prises électriques ;
- il faut être attentif aux zones de stockage : rien sur les armoires, sous les escaliers, ... ;
- il faut être attentifs à la mise au rebut des matériels usagés ;
- il ne faut plus utiliser les « pieds d'éléphants » ...

Il a été demandé pour les vérificateurs la mise à disposition de matériels écrans, claviers, souris à ajouter à leur portables lorsqu'ils ont au bureau pour faciliter leurs travaux ...

Une visite du médecin coordonnateur pour des études de postes sera sollicitée.

Registres hygiène et sécurité

La problématique du ménage est récurrente et nous n'arrivons pas à obtenir des avancées concrètes malgré les actions menées par les gestionnaires de sites : il faut continuer à noter sur les registres vos observations. Des sanctions financières sont appliquées aux prestataires mais cela ne change pas notre quotidien.

Un recensement des besoins en climatiseurs mobiles sera fait en début d'année 2019.

Le chauffage sera effectif aux alentours du 15 octobre ; les rendez-vous ne sont pas pris à ce jour.

La situation de deux collègues PMR sur le site de Cusset a été réévoquée. Il n'y a pas de possibilité d'aménagement intérieur pour la circulation et l'accès à la cantine. La question de la protection des places de parking devra être réexaminée.

Diverses demandes ont été prises en compte sur prescriptions médicales.

Prévention et protection face à la menace terroriste

Des informations sont en cours de préparation sur ce problème qui va occasionner un travail de recensement important pour le PPR, chacun selon sa situation particulière (agent, responsable de site, chef de service, etc) recevra une information adéquate. M. BARRAS est le référent départemental sécurité.

CSP à distance

L'Allier va aider le département de l'Ain, mais les documents officiels ne sont pas encore parus. Deux collègues sont plus spécifiquement concernés par ce travail.

Cantine Cusset

De nouveau sur la sellette, la cantine n'a pas assez d'adhérents, mais de toute façon, la centrale souhaitant la fermer, il y a de grand risques : ce dossier est suivi par M BARRAS.